



COLLOQUE GRALE / CNRS / OMIJ / AdCF

« *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles* »

Vendredi 4 et samedi 5 décembre 2015 - Université de Limoges

La recomposition territoriale représente l'objectif prépondérant et récurrent des réformes successives de la décentralisation en France. Aussi, la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 et les lois de décentralisation illustrent-elles les arbitrages opérés par le pouvoir constituant dérivé et le pouvoir législatif entre les enjeux poursuivis et les obstacles subis. Dès lors, le colloque du GRALE-CNRS/OMIJ/AdCF ambitionne, à partir de l'exégèse de tous les rapports officiels relatifs aux réformes de la décentralisation sous la V^{ème} République (rapports des commissions parlementaires, des missions des assemblées, des commissions *ad hoc*, de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes, du Conseil économique, social et environnemental, de l'Inspection générale des finances, etc.) et des débats parlementaires d'une part, d'opérer une typologie des enjeux et des obstacles, d'autre part, de révéler les points de continuité(s) et de rupture(s) afin de comprendre et d'expliquer les cohérences et les incohérences entre les différentes réformes de la décentralisation poursuivant comme objectif la recomposition territoriale de la France.

Les enjeux et les obstacles seront étudiés selon l'expertise des communicants sur les plans juridique, politique, financier, économique, managérial et historique avec un angle d'approche comparatif prenant en considération l'influence du droit européen et du droit de l'Union européenne, les pressions financières (OCDE, etc.) et les différences entre les règles applicables en métropole et dans les territoires ultra-marins mais aussi des différences de situation entre le monde urbain et le monde rural. L'objectif commun sera notamment de **livrer une approche conceptuelle** d'autant plus nécessaire de nos jours que les contours des concepts (décentralisation, territoire, collectivité territoriale, EPCI, intercommunalité, clause générale de compétence, etc.) sont de plus en plus flous. Ils ont, selon la formule consacrée, « perdu en compréhension ce qu'ils ont gagné en extension »... Il était donc opportun de réaliser un **travail de définition et de classification et de déterminer s'il existe un basculement ou à tout le moins une rupture dans les moyens mis en œuvre par l'Etat**, qui, après avoir longtemps joué la carte de l'incitation, tente celle de l'obligation avec les dispositifs contraignants tant en matière d'intercommunalité avec la loi NOTRE – 7 août 2015 que de regroupements de collectivités territoriales avec la loi du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions.

Dans ce dessein, fidèle à la tradition du GRALE-CNRS et grâce à la coopération fructueuse avec l'OMIJ et l'AdCF, ce colloque s'appuiera sur les enseignements tirés par des spécialistes des collectivités territoriales à savoir des administrativistes, des constitutionnalistes, des financiers, des européenistes et des économistes mais aussi des praticiens, des élus et des fonctionnaires territoriaux. **Ce colloque présentera, de plus, l'originalité et l'intérêt de tirer un bilan en comparant les réformes préconisées dans les rapports officiels avec le droit positif pour mettre en lumière les enjeux et les obstacles de la recomposition territoriale.** Il réservera, enfin, une place importante aux travaux des membres de la Commission sur la réforme territoriale du GRALE-CNRS, présidée par Marie-Christine Steckel-Assouère, à l'origine du colloque sur « la recomposition territoriale ».

Programme

- VENDREDI 4 DECEMBRE 2015 -

8h00-8h30 : Accueil

8h30-9h00 : Allocutions d'ouverture

- Hélène PAULIAT, Professeur et Présidente de l'Université Limoges (OMIJ) ;
- Pascale TORRE, Maître de conférences et Doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques ;
- Marie-Christine STECKEL-ASSOUERE, Maître de conférences HDR à l'Université de Limoges (OMIJ), Vice-présidente du conseil scientifique du GRALE-CNRS, Organisatrice du colloque

9h00-10h15 : Les enjeux et les obstacles formels et conceptuels

Présidence assurée par Jacques FIALAIRE, Professeur à l'Université de Nantes, co-directeur du GRALE

- « **Du rapport Guichard à la loi NOTRe : 40 ans de propositions et de réformes territoriales** » par Martine LONG, Maître de conférences HDR à l'Université d'Angers (GRALE) et Isabelle MULLER-QUOY, Maître de conférences HDR à l'Université d'Amiens (CURAPP, GRALE)
- « **Des concepts recomposés aux notions revisitées : Un droit désordonné** » par Florence CROUZATIER-DURAND, Maître de conférences HDR à l'Université de Toulouse (IMH-GRALE) et Nicolas KADA, Professeur de droit public à l'Université Grenoble (CRJ, co-directeur du GRALE)
- « **Une illustration : la notion de territoire** » par Floriane BOULAY, Responsable des affaires juridiques et institutionnelles à l'AdCF
- « **Des perspectives : quel pouvoir réglementaire pour les régions ?** » par Nadine POULET-GIBOT LECLERC, Maître de Conférences HDR à l'Université de Limoges (OMIJ)

10h15-10h45 : Débat avec la salle suivi d'une pause café

11h00-12h15 : Les enjeux et les obstacles financiers, humains et géo-spatiaux

Présidence assurée par Agnès SAUVIAT, Maître de conférences HDR à l'Université de Limoges (OMIJ)

- « **Les interactions entre la recomposition territoriale et l'évolution des finances locales** » par Marie-Christine STECKEL-ASSOUERE, Maître de conférences HDR à l'Université de Limoges (OMIJ), Présidente de la commission sur la réforme territoriale du GRALE
- « **Les interactions entre la recomposition territoriale et la gestion de l'emploi public** » par Jacques FIALAIRE, Professeur à l'Université de Nantes, co-directeur du GRALE
- « **Une illustration : les interactions spatiales entre les communes françaises via la coopération intercommunale** » par Marie-Laure BREUILLE, chargée de recherche en économie au CESAER
- « **Des perspectives : les interactions entre la recomposition territoriale et la réorganisation des administrations déconcentrées ?** » par Hélène PAULIAT, Professeur et Présidente de l'Université Limoges (OMIJ)

12h15-12h45 Débat avec la salle puis pause déjeuner

14h15-15h30 : Les enjeux et les obstacles institutionnels

Présidence assurée par Martine LONG, Maître de conférences HDR à l'Université d'Angers (GRALE)

- « **La métropolisation française, une dynamique qui cherche encore son droit** » par Romélien COLAVITTI, Maître de conférences à l'Université de Valenciennes
- « **Une illustration : Les rapports entre les métropoles et leur environnement institutionnel (départements, Etat, etc.)** » par Emilie MARCOVICI, Maître de conférences à l'Université Lyon 3
- « **Des perspectives : la métropole de Lyon, nouvel espace de démocratie locale ?** » par Christophe CHABROT, Maître de conférences à l'Université Lyon 2 (CDCT)
- « **L'inscription des territoires ruraux dans la décentralisation** » par Sylvie JOUBERT, Maître de conférences à l'Université d'Evry
- « **Des perspectives : Vers un schéma départemental de coopération intercommunale négocié ?** » par Clothilde DEFFIGIER, Professeur à l'Université de Limoges (OMIJ)

15h30-16h00 : Débat avec la salle suivi d'une pause café

16h15-17h15 : Table ronde, entre des élus, des responsables de collectivités territoriales et d'administrations déconcentrées, sur le thème « **des nouvelles relations entre l'Etat et les collectivités territoriales** » animée par Marie-Christine STECKEL-ASSOUERE avec :

- Philippe BARRY, président de la communauté de communes Val de Vienne, ancien maire de Saint-Priest sous Aix ;
- Marie-Françoise PEROL-DUMONT, Sénatrice de la Haute-Vienne, Vice-présidente de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation du Sénat, Ancienne présidente du conseil Général.

17h15-17h45 : Débat avec la salle

- SAMEDI 5 DECEMBRE 2015 -

9h00-10h15 : Les enjeux et les obstacles fonctionnels

Présidence assurée par Clothilde DEFFIGIER, Professeur à l'Université de Limoges (OMIJ)

- « **L'amélioration de la lisibilité des compétences locales pour garantir le contrôle démocratique** » par François-Xavier FORT, Maître de Conférences HDR à l'Université de Montpellier (CREAM)
- « **La recherche par le législateur de nouvelles modalités d'exercice des compétences locales** » par Mathilde KERNEIS-CARDINET, Docteur associé à l'Université de Rouen (CUREJ)
- « **Une illustration : la solidarité, enjeu pour les compétences du département** » par Virginie DONIER, Professeure de droit public à l'Université de Toulon
- « **Des perspectives : la décentralisation autonome ?** » par Pierre-Yves CHICOT, Maître de conférences HDR à l'Université de la Guadeloupe

10h15-10h45 : Débat suivi d'une pause café

11h00-11h30 : Rapport de synthèse par Hélène PAULIAT, Professeur et Présidente de l'Université Limoges

Comité scientifique

Floriane BOULAY, Responsable des affaires juridiques et institutionnelles de l'AdCF ;

Clothilde DEFFIGIER, Professeur - Université de Limoges (OMIJ) ;

Jacques FIALAIRE, Professeur - Université de Nantes, Co-directeur du GRALE-CNRS ;

Hélène PAULIAT, Professeur et Présidente de l'Université de Limoges (OMIJ) ;

Marie-Christine STECKEL ASSOUIERE, MCF HDR - Université de Limoges (OMIJ), Présidente de la commission sur la réforme territoriale du GRALE-CNRS.

Informations pratiques :

Accès libre

Lieu : Le colloque se tiendra à la Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges, 5 rue Félix Eboué, 87031 Limoges, forum A, Amphi 400A.

Accès depuis la gare : 1 km à pied

Bus : lignes 1, 2, 4, ... arrêt : Mairie

Accès depuis l'aéroport : taxi

Parkings : Parking souterrain de la Faculté de Droit (gratuit et ouvert seulement en journée jusqu'à 20h) et parking de la Médiathèque (souterrain payant)



Inscription gratuite auprès de Catherine Gumila,

Ingénieur d'Etudes, Chargée de Valorisation de la recherche à l'OMIJ

Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges

5 rue Felix Eboué BP 3127

87031 Limoges Cedex 01

Téléphone : 05 55 14 92 98

Courriel : catherine.gumila@unilim.fr